



HAL
open science

Les sites des organes de l'autoadministration locale en Russie comme une plate-forme de l'évaluation de commandabilité

Galina Menchikova, Mariia Rubtcova, Sergueï Gachkov

► **To cite this version:**

Galina Menchikova, Mariia Rubtcova, Sergueï Gachkov. Les sites des organes de l'autoadministration locale en Russie comme une plate-forme de l'évaluation de commandabilité. Journée d'études: " L'État réactif: acteurs, politiques et temporalités de l'urgence " - ENS Cachan - 21 novembre 2013, Nov 2013, Cachan - ENS, France, Nov 2013, Cachan, France. halshs-01123939

HAL Id: halshs-01123939

<https://shs.hal.science/halshs-01123939>

Submitted on 5 Mar 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les sites des organes de l'autoadministration locale en Russie comme une plateforme de l'évaluation de commandabilité

Prof. Galina MENCHIKOVA, Docteur ès économie, St-Pétersbourg, Professeur à la Faculté de sociologie de l'Université d'Etat de Saint-Pétersbourg

Prof. Mariia RUBTCOVA, Docteur ès sociologie, St-Pétersbourg, Professeur à la Faculté de sociologie de l'Université d'Etat de Saint-Pétersbourg

Sergueï GACHKOV, St-Pétersbourg, Docteur ès philosophie à l'Université de Poitiers, Faculté de sociologie de l'Université d'Etat de Saint-Pétersbourg

La commandabilité est un phénomène peu étudiée en Russie. Néanmoins, dans la pratique, nous avons suffisamment de données pour l'analyser. En tant que pays traditionnellement très centralisé, la Russie n'a qu'une seule source des directives, à savoir le Président de la Russie. En réalité, ce sont ses oukazes qui déterminent la voie du développement du pays. Par exemple, les organes de l'administration locale ont reçu l'oukaze du Président d'ouvrir leurs propres sites Internet et ont été financés pour le faire. Donc, cela a été fait.

Précisons quelles sont des spécificités de l'auto-administration au sein des organes de l'administration locale en Russie. Depuis 1996 les éléments de l'autogouvernance y ont été introduits d'en-dessus et ce n'était pas, dans le cas général, le résultat des processus d'en-dessous. Les organes de l'administration locale devaient comporter des éléments de l' auto-administration (« l'autogouvernance ») et c'était considéré par l'Etat comme un attribut nécessaire et obligatoire de la démocratisation du pouvoir dans le pays. Leur introduction initiée par l'Etat était considérée comme le levier de la décentralisation lors du passage vers l'économie du marché. De là proviennent les spécificités suivantes du fonctionnement de l' auto-administration en Russie. 1. La population n'a pas toujours accepté l' auto-administration comme un système nécessaire de gouvernance. 2. Par conséquent, les électeurs ne se sont montrés très actifs lors des votes pour les députés des organes de l' auto-administration. 3. Finalement, cette institution est plutôt l'organisme du

pouvoir municipal que l'organisme du pouvoir local, car elle doit exécuter de prime abord les ordres d'en-dessus et ne considère les intérêts de la population qu'en second lieu.

L'introduction des sites web des organes de l'auto-administration locale a démarré depuis 2008 et ce processus a été considéré par le gouvernement du pays comme faisant partie des réformes administratives. Ni la population, ni les députés de ces organes locaux n'éprouvaient pas d'urgence d'avoir de sites de ce genre. Néanmoins, vers 2010 90% des organes locaux de St-Pétersbourg en avaient.

Pour comparer la qualité du fonctionnement de différents organes de l'auto-administration nous avons effectué leur analyse comparative. Nous avons choisi les critères d'évaluation suivants :

1 – possession du site web;

2 – qualité visuelle et ressource structurée;

3 – informations complètes sur la région et les organes de l'auto-administration locale (députés, pouvoir exécutif et leur travail, référentiel normatif et contexte législatif etc.);

4 – rafraîchissement des informations par un organisme de l'auto-administration ;

5 – degré de la participation de la population dans le fonctionnement de la ressource (portail web pour plaintes, déclarations au cas de l'extorsion corruptionnelle etc.)

Les analyses réalisées ont permis de typer des évaluations, en mettant en exergue les cinq modèles de sites web qui suivent:

1) « **Le site-vitrine** » contient quelques informations générales sur le territoire de l'aire municipale, données particulières sur le fonctionnement de l'organe de l'administration locale, ce faisant on ne met plus la ressource à jour, on ne remplit pas toutes les sections, et le site n'est pas orienté vers la coopération avec la population dans l'espace d'information.

2) « **Le site-fonctionnel** » propose des informations complètes et variées sur le

territoire, mais aussi sur le fonctionnement des autorités locales (chef, députés et administration locale – spécialisation et conditions d'accueil, contexte juridique). Cependant les informations sur les événements de la vie du territoire et du fonctionnement de l'aire urbaine ne sont pas régulièrement mises à jour. La ressource ne prévoit pas le retour des informations avec la population.

- 3) « **Le site-fonctionnel en fonction** » est différent de celui qui est cité là-dessus, car il fait objet des mises à jour régulières (les nouvelles récentes sur les événements et manifestations culturelles). Ce faisant, la ressource ne prévoit pas d'échange d'informations entre l'organe de l'auto-administration locale et la population.
- 4) « **Le site avec la liaison en retour** » contient tous les paramètres du site-fonctionnel, mais bien que sa vitesse de rafraîchissement des informations soit basse, il a des portails pour la liaison en retour avec la population.
- 5) « **Le site-coopération** » est le plus haut niveau, il montre tous les paramètres précédents, mais aussi assure la liaison continue avec la population.

Après avoir étudié les paramètres réseautiques de la qualité de l'autoadministration locale, nous avons évalué le taux de disponibilité des 111 aires urbaines de Saint-Pétersbourg de leur capacité de travailler dans l'espace informatique. Parallèlement on peut étudier selon sites web comment les organes de l'auto-administration locale réagissent aux ordres (« d'en-dessus ») aussi bien qu'aux demandes de la population (« d'en-dessous »).

Comme le résultat de notre étude nous avons eu des données qui suivent. Nous avons mis en évidence que de tous les organismes de l'autoadministration, 104 organes de St-Pétersbourg (c'est-à-dire 94%) ont leur propre site. Parmi ces sites 33% sont classés comme des « sites-vitrines ». Cela signifie que les données du site Internet n'ont pas d'effet sur le fonctionnement de l'autoadministration locale et les députés pensent que ce site n'existe que pour la bonne forme.

15% de ressources ont été classées comme « sites-fonctionnels » et 27% portails comme « sites-fonctionnels en fonction ». Par conséquent, on peut appeler le site-fonctionnel un modèle intermédiaire entre les ressources existantes, car une fois qu'on se met à travailler régulièrement sur le site, son rafraîchissement devient

systematique.

Les modèles « sites avec la liaison en retour » et « sites à coopérations » ont d'autres qualités, principalement différentes. Ces deux types de modèles font 12% chacun de sites web dans les organes de l'auto-administration locale. Le site-coopération a des mécanismes pour travailler avec la population sur le réseau, mais aussi des rafraîchissements réguliers des informations et des nouvelles du territoire qui invitent de consulter le site plus souvent. Les sites avec la liaison en retour sont à considérer comme des ressources avec des défauts : les mécanismes pour contacter les gens sont créés, mais la coopération active avec la population manque.

Il s'ensuit qu'il faut travailler davantage sur les sites « avec la liaison en retour » et le site «fonctionnel en fonction » pour les transformer en sites de coopération.

Après avoir proposé la typologie des sites, nous voudrions étudier quelques valeurs concrètes qui apparaissent lors de l'évaluation. Le site doit être attractif visuellement. 10% des sites étudiés sont dépourvus de ce critère. Donc, la population n'éprouve pas de grand intérêt pour cette ressource, même si le site contient des informations utiles et nécessaires. L'organe de l'auto-administration locale doit être *a priori* intéressé au site, la population aussi. Donc, il s'agit d'un critère obligatoire. Il existe une relation directe entre le volume et l'attractivité des compte-rendus photo et vidéo sur la vie de l'aire, d'une part, et du nombre des réactions, commentaires, réponses, résonnances, questions de la part de la population (si les mécanismes de la liaison en retour étaient créés).

De la même façon, on peut évaluer la convivialité du site qui consiste à la recherche rapide de l'information nécessaire. Actuellement 15% des sites ne sont pas conviviales. En étudiant la statistique, on apprend qu'en journée le site d'un seul organe de l'auto-administration peut être consulté par 89 personnes (les données récoltées dans l'aire urbaine de Kolomiagui de l'arrondissement Primorski à St-Pétersbourg). Le minimum selon cette statistique est égale à 11 personnes. Ce faisant, plusieurs sites n'ont pas de compteurs de consultations et ceci montre que les autorités locales sous-estiment le rôle des sites pour la liaison en retour avec la

population.

Dans les publications on écrit souvent que le problème des autorités locales est que les gens ont peu d'informations sur le Chef et les députés de leurs aires urbaines. Nous pouvons constater que les employés municipaux ne diffusent pas assez d'informations pour que cette ignorance soit corrigée. Ainsi, 45% des sites web soit ne donnent aucunes informations sur le Chef de l'organe de l'autoadministration, soit ne fournissent que son nom et prénom, parfois avec sa photo. En 36% des cas, les sites ne contiennent pas d'informations sur la prise des rendez-vous avec le Chef.

Les informations sur les députés de l'organe de l'auto-administration locale sont présentées mieux, mais en 24% des cas il est difficile de trouver par le biais des sites web les descriptions de leurs caractéristiques personnelles et professionnelles. En 45% des cas, il n'y a aucunes informations sur ce comment on peut prendre un rendez-vous avec des députés. Et c'est seulement en 55% cas qu'on peut se renseigner sur les conditions de la fixation d'un rendez-vous auprès des autorités locales.

Parmi toute la documentation de l'organe de l'administration locale, le plus important est le budget et le compte-rendu de son exécution. Ainsi, le budget d'une aire urbaine pour l'an 2012 est ouvert au public sur 52% sites web, mais seulement 24% sites donnent les comptes-rendus de son exécution pour l'an précédent. Les documents sur la réforme administrative sont publiés sur 73% sites.

Le travail anticorruptionnel s'effectue aussi sur les sites des organes de l'auto-administration locale, mais seulement 21% ont le référentiel juridique et les mécanismes pour recevoir les plaintes. L'orientation législative est caractéristique encore pour 18%. Ainsi 61% des sites ne donnent pas d'informations concernant le travail anticorruptionnel. Ainsi, les sites web ne sont pas encore devenus l'instrument de la lutte contre la corruption, et même cette option n'est mentionnée que dans un tiers des organes de l'auto-administration locale.

Sur le côté positif du travail des organes de l'autoadministration locale, il faut remarquer que sur 82% des sites il y a des informations sur les commandes municipales. On peut supposer qu'en plaçant une commande sur l'Internet, les

organes de l'auto-administration locale font un pas vers la publicité de leur activité.

Sur la base de notre recherche nous pouvons conclure que les sites web reflètent la réflexion sur l'exécution des obligations des autorités envers l'Etat. 90% des organes de l'autoadministration locale ont simplement exécuté les oukazes « d'en-dessus » et seulement quelques-uns ont essayé de créer une ressource pour la population: informative, transparente, réfléchissant sur des problèmes qu'on rencontre.

Bibliographie:

1. L. A. Vassilenko *L'Internet et son rôle dans l'informatisation du service d'Etat de la Russie*, (aspects sociologiques), Moscou, 2000
1. *Gestion publique*. Un répertoire, St-Pétersbourg, 2001, c. 15-34
2. Roland Drago. *Traité de contentieux administratif*, 2 volumes (en collaboration), 1962